



Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013

Ottawa, Canada
Le 19 novembre 2012
www.pbo-dpb.gc.ca

Points saillants

- Le Budget supplémentaire des dépenses (B) propose d'ajouter des autorisations budgétaires d'environ 2,5 milliards de dollars au plan des dépenses du gouvernement du Canada (le gouvernement). Si on tient compte des révisions à la hausse de 0,3 milliard de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues, on obtient une augmentation des autorisations budgétaires totales de 2,8 milliards de dollars.
 - Globalement, les autorisations budgétaires totales de 2012-2013 atteindraient environ 258 milliards de dollars, soit 1 % de moins que pour la même période l'an dernier.
- Le présent Budget supplémentaire des dépenses renferme 500 millions de dollars des 1,5 milliard de dollars de réductions des dépenses prévues dans le budget de 2012, soit environ le tiers des économies totales visées pour 2012-2013. On trouvera une liste des dépenses dans l'annexe à la présente note.
 - La plupart des mesures de réduction des dépenses du budget de 2012 soient mises en œuvre au moyen d'affectations bloquées en 2012-2013. Ainsi, les parlementaires ne devraient pas s'attendre à ce que toutes les réductions du budget de 2012 figurent dans le Budget supplémentaire des dépenses cette année.
- Nombre d'organismes fédéraux ne se sont pas conformés à la [demande d'information continue](#) en regard des modifications proposées aux autorisations présentées par activité de programme. En conséquence, le directeur parlementaire du budget est incapable de compléter cette analyse.
- La Base de données de suivi intégré a été mise à jour à partir des données du Budget supplémentaire des dépenses (B) de 2012-2013 : www.pbo-dpb.gc.ca.

Produit par : Jason Jacques et Jason Stanton*

* Prière de communiquer avec Jason Jacques (courriel : jason.jacques@parl.gc.ca) pour obtenir d'autres informations.

1 Contexte

Le directeur parlementaire du budget (DPB) a pour mandat législatif, notamment, de faire de la recherche et de l'analyse concernant les prévisions budgétaires du gouvernement du Canada (le gouvernement)¹. Pour exercer cet élément de son mandat, le DPB examine les prévisions des dépenses et souligne les rajustements proposés qui nécessitent une analyse plus poussée, dont les suivants :

- Les changements proposés aux crédits qui ont d'importantes répercussions sur le déficit ou l'excédent budgétaire,
- Les augmentations de crédits proposées qui représentent un écart marqué par rapport au statu quo.

2 Budget supplémentaire des dépenses (B)

Dans le Budget supplémentaire des dépenses (B), il est proposé que l'on ajoute des autorisations budgétaires de quelque 2,5 milliards de dollars au plan de dépenses du gouvernement. Si on tient compte des révisions à la hausse de 0,3 milliard de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues, on obtient une augmentation nette de 2,8 milliards de dollars des autorisations budgétaires totales (figure 2-1).

Figure 2-1

Budget des dépenses supplémentaires (B) : Autorisations budgétaires

En milliards de dollars

Crédits votés	2,5
Dépenses législatives	0,3
Variation nette	2,8

Source : *Budget supplémentaire des dépenses (B) 2012-2013*.

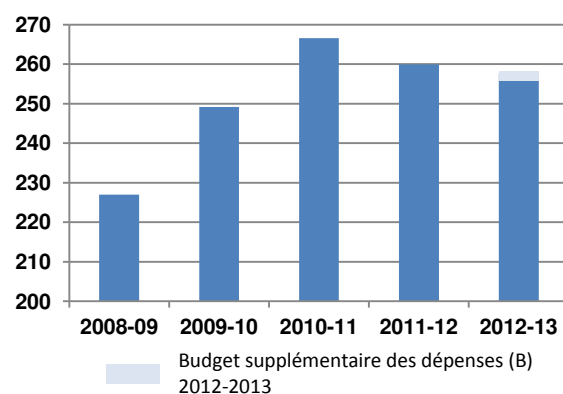
¹ <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-1/TexteCompleet.html?term=79.2>, consulté en novembre 2012.

Globalement, les modifications proposées dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) porteraient les autorisations budgétaires totales de 2012-2013 à environ 258 milliards de dollars (figure 2-2), soit 1 % de moins que pour la même période l'an dernier².

Figure 2-2

Autorisations budgétaires totales : Budgets principaux et supplémentaires des dépenses (A et B)

En milliards de dollars



Sources : *Budgets principaux et supplémentaires des dépenses (A et B)* : de 2008-2009 à 2012-2013.

Le Budget supplémentaire des dépenses présenté ici renferme 500 millions de dollars des 1,5 milliard de dollars de réductions budgétaires prévues dans le budget de 2012, soit à peu près le tiers des économies totales visées pour 2012-2013. On trouvera un résumé de toutes les réductions par ministère et par organisme en annexe (tableau 1).

Comme il est souligné dans un rapport précédent du DPB, on s'attend à ce que la plupart des mesures de réduction des dépenses du budget de 2012 soient mises en œuvre au moyen d'affectations bloquées en

² Le budget de 2012 projetait que les dépenses totales allaient augmenter de 1 % environ année après année. En dépit des différences dans les modalités comptables des prévisions budgétaires et du budget, les tendances de croissance globale semblent aller dans le même sens au fil du temps.

2012-2013 (encadré 2-3)³. Ainsi, les parlementaires ne devraient pas s'attendre à ce que toutes les réductions du budget de 2012 figurent dans le Budget supplémentaire des dépenses cette année. Les réductions faites de cette manière seront plutôt pleinement divulguées dans les Comptes publics du Canada de 2012-2013, qui seront présentés à l'automne 2013.

Encadré 2-3

Affectations bloquées

- Le Conseil du Trésor empêche régulièrement l'engagement de dépenses déjà approuvées par le Parlement.
- Ces « affectations bloquées » peuvent être *temporaires* et débloquées lorsque les ministères concernés remplissent une condition particulière ou *permanente* et venir à expiration à la fin de l'exercice.
 - Ces dernières représentent effectivement une réduction des dépenses approuvées d'un ministère.
- Toutes les affectations bloquées figureront dans les Comptes publics du Canada, volume 3.

Source : *Guide pour la préparation de présentations au Conseil du Trésor*. Secrétariat du Conseil du Trésor, 2007.

L'annexe renferme aussi deux tableaux résumant les principales données du Budget supplémentaire des dépenses (B).

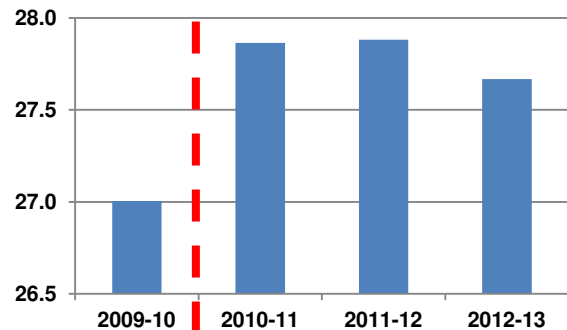
Le tableau 2 présente les principales variations des autorisations en dollars. Le plus important rajustement du plan de dépenses du gouvernement a trait à la réduction prévue des intérêts sur la dette publique (figure 2-4), qui est attribuable à une révision à la baisse des taux

d'intérêt projetés. En 2010, le gouvernement a modifié la méthode comptable servant au calcul des frais du service de la dette figurant dans les documents budgétaires. Les données antérieures n'ont pas été présentées de nouveau, ce qui fait que les données d'avant 2010-2011 ne sont pas comparables⁴.

Figure 2-4

Intérêts sur la dette publique*

En milliards de dollars



Sources : *Budgets principaux et supplémentaires des dépenses* : 2012-2013. Comptes publics du Canada pour les années précédentes.

*Ce poste comprend deux autorisations : *Les intérêts sur la dette non échue et Autres frais d'intérêts*.

Le tableau 3 présente les 10 variations en pourcentage les plus élevées des autorisations. Le rajustement le plus marqué concerne les Paiements au Musée canadien des droits de la personne (figure 2-5).

Ce poste a également obtenu des fonds du crédit central du Conseil du Trésor pour le crédit pour éventualités (c.-à-d. le crédit 5 du Conseil du Trésor) durant l'été pour que soit terminée la construction de l'édifice. Comme il est dit dans l'encadré 2-6, le crédit 5 peut fournir des affectations temporaires pour des dépenses urgentes et imprévues.

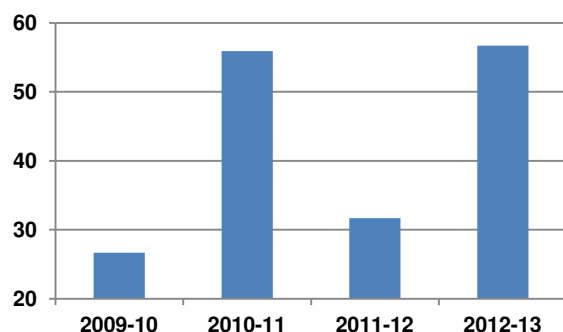
³ http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Monitoring%20Implementation%20of%20the%20Government's%20Expense%20Plan%20QRD2012Q1_FR.pdf, consulté en novembre 2012.

⁴ <http://www.tbs-sct.gc.ca/est-pre/20102011/sups/B/docs/index-fra.pdf>, page 11, consulté en novembre 2012.

Figure 2-5

Paiements du Musée canadien des droits de la personne

En millions de dollars



Sources : *Budgets principal et supplémentaires des dépenses* : 2012-2013. *Comptes publics du Canada pour les années précédentes*.

Encadré 2-6

Réserves pour dépenses imprévues

- **Le plan des dépenses du gouvernement comprend 750 millions de dollars consacrés au crédit pour éventualités. Ces réserves figurent dans le crédit 5 du Secrétariat du Conseil du Trésor.**
- **De façon générale, les affectations aux réserves sont temporaires et elles sont remboursées dès que le projet de loi portant ouverture des crédits budgétaires a obtenu la sanction royale.**
- **Il est fait état de ces affectations aux réserves dans les documents budgétaires tout de suite après la dotation (c.-à-d. que les affectations faites durant l'été et au début de l'automne seraient présentées dans le Budget supplémentaire des dépenses (B).**
- **De plus, le Secrétariat du Conseil du Trésor a récemment commencé à procéder à la [déclaration mensuelle](#) des autorisations de dépenses des ministères et des organismes, qui présente aussi de l'information à jour sur les affectations aux réserves.**

Source : *Guide pour la préparation de présentations au Conseil du Trésor*, Secrétariat du Conseil du Trésor, 2007.

3 Depuis le début de l'exercice

Dans l'ensemble, les rajustements proposés aux autorisations de dépenses figurant dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) n'ont pas d'incidence sur le plan global de dépenses du gouvernement énoncé dans le Budget principal des dépenses de 2012-2013⁵.

(i) Variations les plus prononcées en valeur

Le tableau 4 signale les 10 postes qui affichent la variation la plus marquée dans les autorisations proposées par rapport aux autorisations totales prévues en 2011-2012⁶.

Cette liste demeure largement inchangée par rapport à la version présentée dans une analyse précédente du DPB, les augmentations législatives accordées aux grands programmes de transferts à d'autres ordres de gouvernement (p. ex. le programme de péréquation) et aux particuliers (p. ex. le Supplément de revenu garanti) étant compensées par des paiements d'intérêts sur la dette publique inférieurs et les réductions faites à la Défense nationale.

Comme on le voit à la figure 3-1, les autorisations de dépenses de fonctionnement de la Défense nationale s'établissent à 14,4 milliards de dollars en 2012-13, le niveau le plus bas depuis 2008-2009.

Si la diminution est en partie attribuable au transfert de ressources à Services partagés Canada et au Centre de la sécurité des télécommunications Canada (environ 250 millions de dollars en 2011-2012 selon les Comptes publics), il reste que le Ministère a

⁵http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/Publications/ME_2012_13_FR.pdf, consulté en novembre 2012.

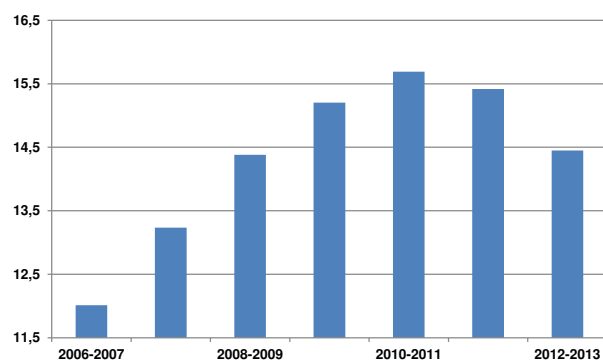
⁶ La variation en valeur est la différence entre les dépenses annuelles dans les Budgets principal et supplémentaires de dépenses de 2012-2013 et les autorisations de dépenses accordées pendant l'exercice précédent (2011-2012; Budgets principal et supplémentaires des dépenses).

également fait l'objet de rondes successives de restrictions budgétaires dans les budgets de 2011 et de 2012.

Figure 3-1

Défense nationale : Crédit de fonctionnement

En milliards de dollars



Sources : Budgets principal et supplémentaires des dépenses : 2012-2013. Comptes publics du Canada pour les années précédentes.

(ii) Variations les plus prononcées en pourcentage

Le tableau 5 signale les 10 variations les plus importantes dans les postes, mesurées en pourcentage par rapport aux autorisations totales accordées en 2011-2012⁷.

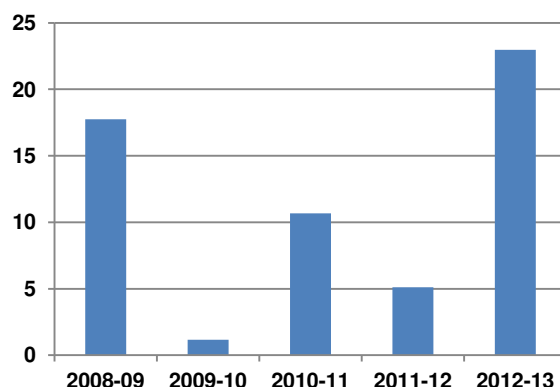
Ces postes sont également restés largement inchangés comparativement à l'analyse précédente publiée par le DPB plus tôt cette année, exception faite des Subventions et contributions relatives à Sécurité publique Canada (jusqu'à 95 % en raison des paiements d'aide aux sinistrés) et des autorisations au titre des immobilisations des Affaires autochtones (jusqu'à 333 % en raison du règlement de revendications territoriales et d'autres initiatives diverses; figure 3-2).

⁷ Le taux de croissance est le niveau proposé des dépenses annuelles dans les Budgets principal et supplémentaires des dépenses de 2012-2013 divisé par les autorisations de dépenses accordées pendant l'exercice précédent.

Figure 3-2

Affaires autochtones : Autorisations au titre des immobilisations

En millions de dollars



Sources : Budgets principaux et supplémentaires des dépenses : 2012-2013. Comptes publics du Canada pour les années précédentes.

(iii) Dépenses en personnel⁸

Les rajustements proposés dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) pourraient accroître de 450 millions de dollars les dépenses en personnel.

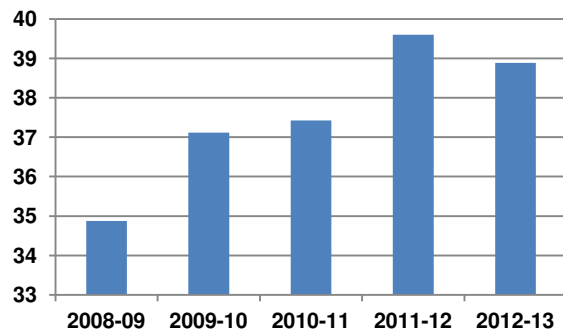
Cette augmentation proposée se traduirait par des dépenses en personnel globales de 38,9 milliards de dollars en 2012-2013, soit à peu près 700 millions de dollars de moins que les autorisations totales prévues en 2011-2012, ce qui correspond à environ 2 % (figure 3-3).

⁸ Bien que le Budget supplémentaire des dépenses énumère toutes les variations brutes aux articles courants, il reste que les compensations faites aux autorisations (p. ex. les fonds disponibles) ne sont pas précisées. Ainsi, les prévisions budgétaires pour les articles courants pourraient être plus élevées ou plus basses, selon la façon dont ces compensations sont affectées.

Figure 3-3

Dépenses en personnel

En milliards de dollars



Sources: *Budgets principaux et supplémentaires des dépenses* : 2012-2013. *Comptes publics du Canada* pour les années précédentes.

On s'attend à ce que la croissance des dépenses en personnel ralentisse en raison des mesures d'austérité prises dans les budgets de 2010 et de 2011, aussi bien que de la suppression de 19 200 postes prévue dans le budget de 2012.

(iv) Dépenses par activité de programme

L'an dernier, le DPB a demandé au gouvernement – qui a accepté – de commencer à lui faire part des détails des rajustements dans le Budget supplémentaire des dépenses par activité de programme⁹. Le Secrétariat du Conseil du Trésor a également commencé à tenir un suivi de ces informations dans le cadre de son processus de production du Budget supplémentaire des dépenses.

Malgré cela, moins des deux tiers des organismes qui demandent des fonds au

moyen du Budget supplémentaire des dépenses ont rempli leur engagement initial (tableau 6). En conséquence, le DPB est incapable de fournir aux parlementaires une évaluation des modifications proposées aux dépenses par activité de programme et résultat stratégique.

4 Conclusion

Les parlementaires pourraient souhaiter obtenir plus d'information sur les postes du plan des dépenses du gouvernement qui présentent les plus grandes variations en valeur ou en pourcentage.

Les parlementaires voudront peut-être demander au gouvernement qu'il détermine les affectations bloquées voulues pour mettre en œuvre les mesures d'économie ou les compressions annoncées dans le budget de 2012.

Compte tenu que les modifications proposées aux autorisations présentées par activité de programme font maintenant l'objet d'un suivi par le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT), les députés pourraient également songer à demander que ces données soient affichées dans le site Web du SCT ou par le truchement du portail Données ouvertes. Cela permettrait au DPB d'analyser ces données.

La Base de données de suivi intégré (BDSI) a été mise à jour à partir des données du Budget supplémentaire des dépenses (B). La prochaine mise à jour de la BDSI sera faite en décembre à partir des dépenses réelles du deuxième trimestre de 2012-2013.

⁹ http://www.parl.gc.ca/PBO-DPB/documents/InformationRequests/Requests/IR0046_PAA_Template_Aug_4.pdf, consulté en novembre 2012.

Annexe

Tableau 1. Total des économies du budget de 2012 pour l'exercice 2012-2013		
Organisation	Économies dans les BSD (B)	Cible du budget de 2012
AFFAIRES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT DU NORD CANADIEN	23 862 770 \$	24 400 000 \$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	10 192 000 \$	14 900 000 \$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE - Agence canadienne d'inspection des aliments	- \$	2 100 000 \$
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE - Conseil des produits agricoles du Canada	- \$	100 000 \$
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	1 602 000 \$	2 100 000 \$
AGENCE DU REVENU DU CANADA	- \$	14 800 000 \$
PATRIMOINE CANADIEN	17 540 800 \$	17 800 000 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Société Radio-Canada	- \$	27 800 000 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Bibliothèque et Archives du Canada	- \$	3 500 000 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Société du Centre national des Arts	- \$	100 000 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Commission des champs de bataille nationaux	- \$	200 000 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Office national du film	- \$	100 000 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Commission de la fonction publique	- \$	2 200 000 \$
PATRIMOINE CANADIEN - Téléfilm Canada	- \$	2 700 000 \$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	2 325 000 \$	26 500 000 \$
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION - Commission de l'immigration et du statut de réfugié	1 889 575 \$	3 300 000 \$
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	7 296 000 \$	7 400 000 \$

Tableau 1. Total des économies du budget de 2012 pour l'exercice 2012-2013		
Organisation	Économies dans les BSD (B)	Cible du budget de 2012
ENVIRONNEMENT	12 815 900 \$	13 300 000 \$
ENVIRONNEMENT - Agence Parcs Canada	4 507 815 \$	6 000 000 \$
FINANCES	1 327 970 \$	19 500 000 \$
FINANCES - Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	- \$	900 000 \$
FINANCES - PPP Canada Inc.	- \$	300 000 \$
PÊCHES ET OCÉANS	3 600 000 \$	3 800 000 \$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	27 899 946 \$	87 300 000 \$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL - Agence canadienne de développement international	- \$	152 700 000 \$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL - Centre de recherches pour le développement international	- \$	6 200 000 \$
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL - Commission de la capitale nationale	- \$	600 000 \$
SANTÉ	71 753 493 \$	74 200 000 \$
SANTÉ - Instituts de recherche en santé du Canada	14 393 300 \$	15 000 000 \$
SANTÉ - Agence canadienne de développement économique du Nord	200 000 \$	200 000 \$
SANTÉ - Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	- \$	800 000 \$
SANTÉ - Agence de la santé publique du Canada	19 533 \$	13 700 000 \$
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	600 000 \$	6 300 000 \$
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES - Société canadienne d'hypothèques et de logement	3 071 000 \$	4 400 000 \$
INDUSTRIE	2 500 000 \$	49 200 000 \$

Tableau 1. Total des économies du budget de 2012 pour l'exercice 2012-2013		
Organisation	Économies dans les BSD (B)	Cible du budget de 2012
INDUSTRIE - Agence spatiale canadienne	806 406 \$	7 900 000 \$
INDUSTRIE - Commission canadienne du tourisme	- \$	500 000 \$
INDUSTRIE - Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	10 400 000 \$	10 400 000 \$
INDUSTRIE - Conseil national de recherches du Canada	1 295 000 \$	1 300 000 \$
INDUSTRIE - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	14 720 000 \$	15 000 000 \$
INDUSTRIE - Conseil de recherches en sciences humaines	6 860 000 \$	7 000 000 \$
INDUSTRIE - Statistique Canada	- \$	8 300 000 \$
JUSTICE	11 309 000 \$	12 300 000 \$
JUSTICE - Service administratif des tribunaux judiciaires	404 000 \$	500 000 \$
JUSTICE - Bureau du directeur des poursuites pénales	230 272 \$	8 400 000 \$
JUSTICE - Commissariat à l'information du Canada	- \$	100 000 \$
JUSTICE - Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	- \$	700 000 \$
DÉFENSE NATIONALE	90 889 906 \$	318 800 000 \$
DÉFENSE NATIONALE - Centre de la sécurité des télécommunications	6 498 000 \$	7 900 000 \$
RESSOURCES NATURELLES	34 898 372 \$	72 800 000 \$
RESSOURCES NATURELLES - Commission canadienne de sûreté nucléaire	445 000 \$	500 000 \$
CONSEIL PRIVÉ	1 264 634 \$	1 400 000 \$
CONSEIL PRIVÉ - Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	- \$	500 000 \$
CONSEIL PRIVÉ - Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	- \$	700 000 \$

Tableau 1. Total des économies du budget de 2012 pour l'exercice 2012-2013		
Organisation	Économies dans les BSD (B)	Cible du budget de 2012
CONSEIL PRIVÉ - Directeur général des élections	- \$	7 500 000 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	2 805 547 \$	2 900 000 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE - Agence des services frontaliers du Canada	28 247 800 \$	31 300 000 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE - Service canadien du renseignement de sécurité	8 072 186 \$	13 700 000 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE - Service correctionnel	- \$	85 500 000 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE - Commission nationale des libérations conditionnelles	- \$	1 600 000 \$
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE - Gendarmerie royale du Canada	43 185 643 \$	45 700 000 \$
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	- \$	1 500 000 \$
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX - Services partagés	- \$	74 700 000 \$
TRANSPORTS	- \$	37 000 000 \$
TRANSPORTS Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	- \$	19 400 000 \$
TRANSPORTS - Marine Atlantique S.C.C.	- \$	500 000 \$
TRANSPORTS - VIA Rail Canada Inc.	5 139 000 \$	6 500 000 \$
CONSEIL DU TRÉSOR - Secrétariat du Conseil du Trésor	1 927 026 \$	7 600 000 \$
CONSEIL DU TRÉSOR - École de la fonction publique du Canada	- \$	2 800 000 \$
ANCIENS COMBATTANTS	594 000 \$	36 100 000 \$
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	6 548 136 \$	6 600 000 \$
TOTAL	483 937 030 \$	1 460 300 000 \$

Tableau 2. Variations en dollars les plus fortes pour les autorisations : Budget supplémentaire des dépenses (B) par rapport au cumul annuel¹

Organisme	Autorisations	Δ en milliers de dollars	Explication du Budget et des rapports trimestriels
Finances	Intérêts sur la dette publique²	-1 194 000	<i>Réduction des projections relatives au taux d'intérêt</i>
Finances	Transferts - Harmonisation des taxes de vente	733 000	<i>Paiement au Québec</i>
Finances	Protection des transferts totaux : Péréquation	679 660	<i>Paiements prévus par la loi</i>
Affaires autochtones	Dépenses de fonctionnement	245 803	<i>Convention de règlement relative aux pensionnats indiens</i>
Sécurité publique et Protection civile	Subventions et contributions	227 501	<i>Aide en cas de catastrophe et investissements pour atténuer les conséquences d'inondations</i>
Affaires autochtones	Subventions et contributions	223 073	<i>Approvisionnement en eau potable, traitement des eaux usées et éducation</i>
Agriculture et Agroalimentaire	Subventions et contributions	206 054	<i>Coût de transition de la Commission canadienne du blé et du programme Cultivons l'avenir</i>
Gendarmerie royale du Canada	Subventions et contributions	172 354	<i>Renouvellement du contrat des services de police</i>
Santé	Subventions et contributions	162 549	<i>Services de santé des Premières Nations et des Inuits</i>
Défense nationale	Dépenses en capital	-162 524	<i>Rajustement du calendrier d'acquisitions majeures</i>

1. Toutes les autorisations du Budget supplémentaire des dépenses (B) de 2012-2013 avec des autorisations totales de plus de 5 millions de dollars dans le présent document et dans le Budget principal des dépenses, à l'exclusion des postes non budgétaires.

2. Ce poste allie deux autorisations : intérêt sur la dette non échue et autres frais d'intérêt.

Tableau 3. Variations en pourcentage les plus fortes pour les autorisations : Budget supplémentaire des dépenses (B) par comparaison au cumul annuel¹

Organisme	Autorisations	Δ % ²	Explication du Budget principal des dépenses et des rapports trimestriels	Révision en milliers de dollars
Musée canadien des droits de la personne	Paiements au Musée canadien des droits de la personne	467%	<i>Fonds pour la construction du bâtiment, les expositions et d'autres coûts de fonctionnement</i>	46 700
Industrie Canada	Dépenses en capital	112%	<i>Acquisition d'équipement de surveillance du spectre</i>	8 672
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	Dépenses de programmes	91%	<i>Audience d'intérêt public Fynes; examen des comportements lié à une enquête plurigouvernementales</i>	4 015
Sécurité publique et Protection civile	Subventions et contributions	90%	<i>Aide en cas de catastrophe et investissements pour atténuer les conséquences d'inondations</i>	227 501
La Société des ponts fédéraux Limitée	Subventions et contributions	75%	<i>Construction du nouveau pont à bas niveau de Cornwall</i>	11 242
Ressources naturelles	Dépenses en capital	66%	<i>Fonds pour renouveler les stations-relais pour satellites</i>	12 416
Conseil national de recherches	Subventions et contributions	53%	<i>Aide à la recherche industrielle</i>	90 150
Agriculture et Agroalimentaire Canada	Subventions et contributions	48%	<i>Coût de transition de la Commission canadienne du blé et du programme Cultivons l'avenir</i>	206 054
Affaires étrangères et Commerce international	Paiements pour les employés embauchés à l'étranger	43%	<i>Fonds pour les programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale destinés aux employés recrutés sur place</i>	21 889
Commission de la capitale nationale	Dépenses de fonctionnement	39%	<i>Assainissement des sites contaminés sur les plaines LeBreton</i>	12 750

1. Toutes les autorisations du Budget supplémentaire des dépenses (B) de 2012-2013 avec autorisations totales de plus de 5 millions de dollars dans le présent document et dans le Budget principal des dépenses, à l'exclusion des postes non budgétaires.

2. Le taux de croissance est la modification proposée des autorisations du Budget supplémentaire des dépenses (B) divisée par les autorisations de dépenses totales accordées pendant l'exercice en cours.

Tableau 4. Variations en dollars les plus fortes pour les autorisations : Autorisations totales en 2012-2013 par rapport à l'exercice 2011-2012¹

Organisme	Autorisations	Δ en milliers de dollars	Explication du Budget principal des dépenses et des rapports trimestriels
Ressources humaines et Développement des compétences	Sécurité de la vieillesse	1 822 427	Augmentation des taux moyens des prestations et du nombre de prestataires
Finances	Transferts canadiens en santé	1 617 112	Augmentation prévue par la loi
Défense nationale	Dépenses de fonctionnement	-1 125 810	Réductions de l'examen des dépenses; création du Centre de la sécurité des
Ressources naturelles	Subventions et contributions	-974 469	Expiration du Programme d'écologisation des pâtes et papiers et d'autres programmes de paiements de transfert
Bureau de l'infrastructure du Canada	Contributions	-802 630	Diminution de Fonds pour l'infrastructure verte; Financement de base pour les provinces et les territoires
Finances	Péréquation	763 933	Augmentation prévue par la loi
Finances	Intérêt sur la dette publique²	-725 000	Réduction des projections relatives au taux d'intérêt
Défense nationale	Dépenses en capital	-548 711	Rajustement du calendrier d'acquisitions majeures
Ressources humaines et Développement des compétences	Supplément du revenu garanti	475 136	Augmentation des taux moyens des prestations
Transports	Subventions et contributions	467 911	Augmentation des dépenses prévues pour le Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers

1. Toutes les autorisations du Budget principal des dépenses de 2012-2013 avec autorisations totales de plus de 100 millions de dollars en 2011-2012 ou 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.

2. Ce poste allie deux autorisations : intérêts sur la dette non échue et autres frais d'intérêts.

Tableau 5. Variations en pourcentage les plus fortes pour les autorisations : Autorisations totales en 2012-2013 par rapport à 2011-2012¹

Organisme	Autorisations	Δ % ²	Explication du Budget principal des dépenses et des rapports trimestriels
Finances	Paiement de péréquation supplémentaire à la Nouvelle-Écosse	1711%	<i>L'accord de 2005 et la formule de péréquation de 2007 garantissent qu'il n'y aura pas de réduction des paiements de péréquation</i>
Affaires autochtones	Dépenses en capital	333%	<i>Règlement de revendications spécifiques et globales, ainsi que diverses autres initiatives</i>
Finances	Paiement de péréquation compensatoire supplémentaire à la Nouvelle-Écosse	293%	<i>L'accord de 2005 garantit qu'il n'y aura pas de réduction des paiements de péréquation à cause des revenus tirés des ressources extracôtières</i>
Industrie	Subvention à Génome Canada	102%	<i>Aucune</i>
Agence du revenu du Canada	Paiements aux provinces - Loi sur le droit à l'exportation de produits de bois d'oeuvre	100%	<i>Aucune</i>
Sécurité publique et Protection civile	Subventions et contributions	95%	<i>Aide en cas de catastrophe et investissements pour atténuer les conséquences d'inondations</i>
Bibliothèque et Archives Canada	Dépenses en capital	87%	<i>Nouvelle installation pour l'entreposage de collections avec rayonnages à haute densité</i>
Musée canadien des droits de la personne	Paiements au Musée canadien des droits de la personne	79%	<i>Fonds pour la construction du bâtiment, les expositions et d'autres coûts de fonctionnement</i>
Industrie	Contributions dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir	-78%	<i>Élimination prévue du Programme d'action économique</i>
Environnement	Subventions et contributions	61%	<i>Programme sur la qualité de l'air; Accord de Copenhague</i>

1. Toutes les autorisations du Budget principal des dépenses de 2012-2013 avec autorisations totales de plus de 10 millions de dollars en 2011-2012 ou 2012-2013, à l'exclusion des postes non budgétaires.

2. Le taux de croissance est le niveau proposé des dépenses annuelles dans les Budgets principal et supplémentaire de 2012-2013 divisé par les autorisations de dépenses accordées pendant l'exercice précédent.

Tableau 6. Réponses à la demande d'information de données par activité de programme	
Organisation	Réponse (O/N)
Affaires autochtones et Développement du Nord Canada	O
Agriculture et Agroalimentaire Canada	O
Agence de promotion économique du Canada atlantique	O
Énergie atomique du Canada Limitée	N
Agence des services frontaliers du Canada	O
Société Radio-Canada	N
Agence canadienne d'inspection des aliments	O
Patrimoine canadien	O
Instituts de recherche en santé du Canada	O
Tribunal canadien du commerce extérieur	O
Agence canadienne de développement international	O
Société canadienne d'hypothèques et de logement	O
Musée canadien des droits de la personne	N
Commission canadienne de sûreté nucléaire	O
Agence canadienne de développement économique du Nord	N
Commission canadienne des affaires polaires	O
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	O
Service canadien du renseignement de sécurité	O
Agence spatiale canadienne	O
Citoyenneté et Immigration Canada	O
Centre de la sécurité des télécommunications Canada*	N
Service administratif des tribunaux judiciaires	O
Directeur des poursuites pénales	O
Agence de développement économique des régions du Québec	N
Environnement	N
Société d'expansion du Cap-Breton	N
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	O
Société des ponts fédéraux limitée	O
Finances	N
Pêches et océans	O
Affaires étrangères	N
Santé	N
Chambre des communes	N
Ressources humaines et développement des compétences	O
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	N
Industrie	O
Infrastructure	O

* L'organisation n'a pas fourni d'information en raison d'inquiétude du point de vue de la sécurité.

Tableau 6. Réponses à la demande d'information de données par activité de programme	
Organisation	Réponse (O/N)
Justice	N
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain incorporée	O
Bibliothèque du Parlement	N
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	N
Commission de la capitale nationale	O
Défence nationale	O
Énergie atomique du Canada Limitée	O
Musée nationale des sciences et de la technologie	N
Ressources naturelles	N
Conseil national de recherches du Canada	N
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	O
Agence Parcs Canada	O
Conseil privé	O
Agence de la santé publique du Canada	O
Sécurité publique et protection civile	O
Commission de la fonction publique	N
Gendarmerie royale du Canada	O
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	N
Services partagés Canada	O
Conseil de recherches en sciences humaines	O
Transport	O
Secrétariat du Conseil du trésor	N
Anciens combattants	O
VIA Rail	O
Diversification de l'économie de l'ouest canadien	N

Une copie de la demande d'information #46 est affichée à : http://www.pbo-dpb.gc.ca/files/files/IR/Response_IR0046_TB_FR.pdf.